



**NEW BRUNSWICK
REGULATION 84-105**

under the

**PUBLIC SERVICE SUPERANNUATION ACT
(O. C. 84-388)**

Filed May 18, 1984

Under section 28 of the *Public Service Superannuation Act*, the Lieutenant-Governor in Council makes the following Regulation:

1 This Regulation may be cited as the *General Regulation - Public Service Superannuation Act*.

2 In this Regulation

“Act” means the *Public Service Superannuation Act*.

3 Repealed: 2004, c.34, s.4
2004, c.34, s.4

4 For the purposes of paragraph 5(1)(d) of the Act, an election made under the Act may not be revoked in whole or in part unless the reasons for the revocation have been approved by the Chairman of the Board of Management.

85-21

5(1) Effective January 1, 1977, the interest payable on the return of contributions paid into the Superannuation Account shall be at the rate of four percent per year, compounded half-yearly.

5(2) Effective January 1, 1977, where an election is made under the Act to count a period of service as pen-

**RÈGLEMENT DU
NOUVEAU-BRUNSWICK 84-105**

pris en vertu de la

**LOI SUR LA PENSION DE RETRAITE
DANS LES SERVICES PUBLICS
(D.C. 84-388)**

Déposé le 18 mai 1984

En vertu de l'article 28 de la *Loi sur la pension de retraite dans les services publics*, le lieutenant-gouverneur en conseil établit le règlement suivant :

1 Le présent règlement peut être cité sous le titre : *Règlement général - Loi sur la pension de retraite dans les services publics*.

2 Dans le présent règlement

« loi » désigne la *Loi sur la pension de retraite dans les services publics*.

3 Abrogé : 2004, c.34, art.4
2004, c.34, art.4

4 Pour l'application de l'alinéa 5(1)d) de la loi, un choix fait en vertu de la loi ne peut être révoqué en totalité ou en partie à moins que les motifs de révocation n'aient été approuvés par le président du Conseil de gestion.

85-21

5(1) A compter du 1^{er} janvier 1977, le taux d'intérêt annuel payable sur le remboursement des cotisations versées au compte de pension est de quatre pour cent, l'intérêt composé étant calculé semestriellement.

5(2) A compter du 1^{er} janvier 1977, dans le cas où il est choisi en vertu de la loi de compter une période de

sionable service, the interest on any amount that is required to be paid shall be at the rate of six percent per year compounded half-yearly.

5(3) Notwithstanding subsection (2), where an election is made under the Act on or before the 31st day of December, 1976, to count a period of service as pensionable service, interest on any amount that is required to be paid shall continue to be at the rate of three percent per year simple.

5(4) Notwithstanding subsections (2) and (3), where an election is made under clause 4(1)(b)(ii)(D) of the Act in respect of a period of service as provided under clause 4(1)(b)(ii)(C) of the Act, interest shall be charged from the date of first becoming a contributor to the date of election.

5(5) The rate of interest on contributions made under subparagraph 4(1)(a)(vi) of the Act is 6% per year compounded half-yearly.

2004-128

6(1) A transferred employee who became employed in the Public Service prior to July 2, 1967, shall be deemed to have been a contributor under the Superannuation Act immediately prior to the coming into force of the *Public Service Superannuation Act* (1966) if that person was a contributor under a bona fide pension plan prior to September 1, 1966 and continued to be a contributor up to the time of employment in the Public Service provided that the requirements of subsection 26(2) of the Act are satisfied.

6(2) Terms and phrases defined in subsection 26(1) of the Act shall be given the same interpretation when used in this section.

7(1) For the purposes of clause 4(1)(b)(ii)(C) of the Act

“active military service” means full-time service in the Armed Forces of Canada or any allies during World War II anytime between September 10, 1939 and September 30, 1947, and during the Korean Campaign anytime between June 30, 1950 and January 1, 1954;

“armed forces” means the Merchant Marine, Naval, Army and Air Forces of Canada or any allies.

service comme service ouvrant droit à pension, le taux d'intérêt sur toute somme devant être versée est de six pour cent par année, l'intérêt composé étant calculé semestriellement.

5(3) Nonobstant le paragraphe (2), dans le cas où, en vertu de la loi, il est choisi au plus tard le 31 décembre 1976, de compter une période de service comme service ouvrant droit à pension, l'intérêt sur toute somme devant être versée est maintenu au taux simple de trois pour cent par année.

5(4) Nonobstant les paragraphes (2) et (3), dans le cas où un choix est fait en vertu de la clause 4(1)(b)(ii)(D) de la loi à l'égard d'une période de service, tel que prévu à la clause 4(1)(b)(ii)(C) de la loi, l'intérêt court à partir de la date où une personne devient cotisant, jusqu'à la date du choix.

5(5) Le taux d'intérêt sur les cotisations versées en vertu du sous-alinéa 4(1)a)(vi) de la loi est de 6 % par année, l'intérêt composé étant calculé semestriellement.

2004-128

6(1) Un employé muté qui est devenu un employé dans les services publics avant le 2 juillet 1967, est réputé avoir été cotisant sous le régime de la loi intitulée *Superannuation Act*, immédiatement avant l'entrée en vigueur de la loi intitulée *Public Service Superannuation Act* (1966), s'il a cotisé à un régime de pensions véritable avant le 1^{er} septembre 1966 et s'il a continué de le faire jusqu'au moment de son emploi dans les services publics, pourvu qu'il soit satisfait aux prescriptions du paragraphe 26(2) de la loi.

6(2) Lorsqu'utilisés dans le présent article, les mots et expressions définis au paragraphe 26(1) de la loi ont la même signification.

7(1) Pour l'application de la clause 4(1)(b)(ii)(C) de la loi,

« forces armées » désigne la marine marchande, les forces navales, les forces armées et les forces aériennes du Canada ou de l'un de ses alliés;

« service militaire actif » désigne un service à plein temps dans les forces armées du Canada ou de l'un de ses alliés durant la seconde guerre mondiale, effectué entre le 10 septembre 1939 et le 30 septembre 1947 et durant la campagne de Corée entre le 30 juin 1950 et le 1^{er} janvier 1954.

7(2) A contributor shall not be eligible to count a period of active military service if previous credit has been received for that service under the *Public Service Superannuation Act* (1966).

7(3) A person who becomes a contributor on or after September 1, 1972, and who elects within the time prescribed by this Regulation to count a period of active military service, shall pay an amount based on the salary in effect at the time of first becoming a contributor as well as the contribution rate in effect at the time of making the election, together with interest from the date of becoming a contributor to the date of election.

7(4) A contributor shall be required to elect to purchase the active military service within one year of becoming a contributor under the Act.

7(5) A contributor who elects to purchase for pension purposes a period of active military service shall be required to submit to the Minister evidence of that service in the form of a Certificate of Discharge or copy of it or a statement setting forth the period of service issued by the Department of Veterans' Affairs, or other evidence as the Minister may require.

8(1) An election to receive a deferred pension shall be void if the person making the election later becomes a contributor or if that person later submits reasons satisfactory to the Minister of a wish to cancel or change the election.

8(2) A contributor who has elected to receive a deferred pension shall be required to notify the Minister when the pension is to commence at the time the qualifying age is reached.

8(3) A disability pension payable to a person who has elected to receive a deferred pension shall commence on the first of the month that the written application is received.

8.1 Where a person elects under paragraph 10(1)(e) of the Act to receive an immediate pension, that pension is payable as of the first day of the month in which that person's election is forwarded to the Minister.

85-21

9 Where a contributor loses salary as a result of

7(2) Un cotisant ne peut compter une période de service militaire actif qui a déjà été portée à son crédit sous le régime de la loi intitulée *Public Service Superannuation Act* (1966).

7(3) Quiconque devient cotisant au 1^{er} septembre 1972 ou plus tard et qui choisit, dans le délai prescrit par le présent règlement, de compter une période de service militaire actif, doit payer une somme fondée sur son traitement au moment de devenir cotisant et sur le taux de cotisation applicable au moment du choix, augmentée des intérêts courus de la date où il est devenu cotisant jusqu'à la date du choix.

7(4) Un cotisant doit choisir de racheter le service militaire actif dans un délai d'un an après être devenu cotisant sous le régime de la loi.

7(5) Un cotisant qui choisit de racheter, pour fins de pension, une période de service militaire actif doit soumettre au Ministre une preuve de ce service sous la forme d'un certificat de libération ou d'une copie de ce certificat ou d'une attestation de la période de service, délivrée par le ministère des Affaires des anciens combattants, ou toute autre attestation exigée par le Ministre.

8(1) Le choix de recevoir une pension différée est sans effet si l'auteur de ce choix devient ultérieurement cotisant ou si, par la suite, fait valoir auprès du Ministre un motif satisfaisant justifiant la demande de révocation ou de modification du choix.

8(2) Le cotisant qui choisit de recevoir une pension différée doit, lorsqu'il atteint l'âge d'admissibilité, aviser le Ministre du moment où doit commencer le service de la pension.

8(3) Le service d'une pension d'invalidité payable à une personne qui choisit de recevoir une pension différée commence le premier jour du mois de la réception de la demande écrite.

8.1 Lorsqu'une personne choisit en vertu de l'alinéa 10(1)e) de la loi de recevoir une pension à jouissance immédiate, cette pension est versée à compter du premier jour du mois au cours duquel le choix est transmis au Ministre.

85-21

9 Lorsqu'un cotisant subit une perte de traitement du fait

- (a) any period of absence due to the contributor being on strike,
- (b) any period of absence due to the contributor refusing to work due to a strike, or
- (c) any period of absence due to the contributor being unable or not required to work due to a strike,

that period of time shall not be pensionable service for purposes of the Act.

10 The amount required to be paid into the pension trust fund pursuant to subsection 27(6) of the Act, shall be paid during the month following the month in which the employees' contributions were deducted.

11 For the purposes of subsection 27(4.1) of the Act, expenses which are a charge upon and payable out of the pension trust fund are the costs incurred with respect to

- (a) personal services,
- (b) materials and supplies,
- (c) property and equipment, and
- (d) other services,

that relate to the administration of the Act and the management and investment of money in the pension trust fund.

86-57; 87-77

12(1) Schedule A contains a list of any board, commission, corporation, educational institution or portion of the public service for the purposes of the definition "Public Service" in subsection 1(1) of the Act and the definition "Public Service Corporation" in sections 18 and 28 of the Act.

12(2) Schedule B contains a list of any agency for the purposes of the definition "deputy head" in subsection 1(1) of the Act.

2007-32

12.1 Legislation for the purposes of clause 4(1)(b)(ii)(A.3) of the Act is specified in Schedule C.

96-91

- a) d'une période d'absence due à une grève à laquelle il est partie;
- b) d'une période d'absence résultant de son refus de travailler à l'occasion d'une grève; ou
- c) d'une période d'absence résultant de l'impossibilité ou de la non-obligation pour le cotisant de travailler à l'occasion d'une grève,

cette période de temps ne doit pas compter comme service ouvrant droit à pension pour l'application de la loi.

10 La somme devant être versée à la caisse de retraite en fiducie conformément au paragraphe 27(6) de la loi doit être versée au cours du mois suivant celui où les cotisations des employés ont été retenues.

11 Pour l'application du paragraphe 27(4.1) de la loi, les frais qui sont imputés et prélevés sur la caisse de retraite en fiducie sont les coûts engagés relativement aux

- a) services du personnel,
- b) fournitures et matériel,
- c) biens et matériel, et
- d) autres services,

concernant l'administration de la loi, la gestion et le placement des fonds de la caisse de retraite en fiducie.

86-57; 87-77

12(1) L'annexe A renferme la liste des bureaux, commissions, conseils, officiers, régies, corporations, établissements d'enseignement et autres sections des services publics pour les besoins de la définition « services publics » au paragraphe 1(1) de la loi et de la définition « corporation des services publics » aux articles 18 et 28 de la loi.

12(2) L'annexe B renferme la liste de tous les organismes pour les besoins de la définition « administrateur général » au paragraphe 1(1) de la loi.

2007-32

12.1 La législation aux fins de la clause 4(1)(b)(ii)(A.3) de la loi est établie à l'annexe C.

96-91

13 *Regulation 69-68 under the Public Service Superannuation Act is repealed.*

13 *Est abrogé le règlement 69-68 établi en vertu de la Loi sur la pension de retraite dans les services publics.*

SCHEDULE A

Advisory Council on the Status of Women with respect to its chairperson

Advisory Council on the Status of Women with respect to persons who are employed or engaged in full-time employment by the Council in accordance with section 10 of the *Advisory Council on the Status of Women Act*

All those regional health authorities, other corporations and educational institutions listed in Part III of the First Schedule of the *Public Service Labour Relations Act*, but only with respect to those employees who

(a) before September 1, 1992 were members of the Pension Plan for Management Employees of New Brunswick Hospitals, or

(b) on or after September 1, 1992

(i) are covered by the Non-Bargaining Pay Plan, Part III, as established by Board of Management,

(ii) are covered by the Medical Pay Plan as established by Board of Management, or

(iii) are excluded from a bargaining unit under the *Public Service Labour Relations Act* because of managerial responsibilities, but does not include any employee excluded under the *Public Service Labour Relations Act* for reasons of confidentiality

subject to the following terms and conditions:

No employee may count as pensionable service for the purposes of the Act any service before April 1, 1971, except for service counted previously under the Pension Plan for Management Employees of New Brunswick Hospitals.

Board of Commissioners of Public Utilities

Centracare Saint John, but only with respect to employees who, before April 1, 1993, were employed by

ANNEXE A

Conseil consultatif sur la condition de la femme, à l'égard de la personne qui est nommée à la présidence de ce Conseil

Conseil consultatif sur la condition de la femme, à l'égard des personnes employées ou engagées à temps plein par le Conseil conformément à l'article 10 de la *Loi créant le Conseil consultatif sur la condition de la femme*

Toutes les régies régionales de la santé, les autres corporations et établissements d'enseignement dont la liste figure à la Partie III de la première annexe de la *Loi relative aux relations de travail dans les services publics*, mais seulement en ce qui concerne les employés qui

a) avant le 1^{er} septembre 1992 étaient membres du régime de pension du personnel cadre des hôpitaux du Nouveau-Brunswick, ou

b) à compter du 1^{er} septembre 1992

(i) sont couverts par le régime de rémunération des non-syndiqués, Partie III, établi par le Conseil de gestion,

(ii) sont couverts par le régime de rémunération du personnel médical établi par le Conseil de gestion, ou

(iii) sont exclus d'une unité de négociation en vertu de la *Loi relative aux relations de travail dans les services publics* en raison de leurs responsabilités de gestion, à l'exception de tout employé exclu en vertu de la *Loi relative aux relations de travail dans les services publics* pour des raisons de confidentialité

sous réserve des conditions suivantes :

Aucun employé ne peut compter comme service ouvrant droit à pension aux fins de la Loi tout service antérieur au 1^{er} avril 1971, sauf pour un service pris en compte antérieurement en vertu du régime de pension du personnel cadre des hôpitaux du Nouveau-Brunswick.

Commission des entreprises de service public

Centracare Saint John, mais seulement relativement aux employés qui, avant le 1^{er} avril 1993, étaient em-

Centracare Saint John Inc. and who, before October 1, 1993, have not elected to become contributors under a pension plan for a hospital corporation listed in Part III of the First Schedule of the *Public Service Labour Relations Act*.

ployés par Centracare Saint John Inc. et qui, avant le 1^{er} octobre 1993, n'ont pas choisi de devenir cotisants d'un régime de pension d'une corporation hospitalière qui figure à la Partie III de la première annexe de la *Loi relative aux relations de travail dans les services publics*.

Chairman of each Regional Assessment Review Board and the full-time employees of such Boards

Le président de chaque commission régionale de révision des évaluations et les employés à plein temps de ces commissions

Collège communautaire du Nouveau-Brunswick (CCNB)

Collège communautaire du Nouveau-Brunswick (CCNB)

Conseil Communautaire Beausoleil Inc. subject to the following terms and conditions:

Conseil Communautaire Beausoleil Inc. sous réserve des modalités et des conditions suivantes :

An employee may count as pensionable service any period of continuous full time employment immediately before July 1, 1987 if, within one year after that date, an election is made to pay in respect of that period of service, an amount equal to the amount the employee would have been required to contribute if the employee had been a contributor during that period, together with interest.

Un employé peut compter comme service ouvrant droit à pension toute période de service continu à plein temps effectuée juste avant le 1^{er} juillet 1987 si, dans un délai d'un an après cette date, il choisit de payer pour cette période de service un montant égal à la somme qu'il aurait été tenu de verser durant cette période s'il avait été cotisant, majoré des intérêts.

Conseil Communautaire Samuel de Champlain Inc. subject to the following terms and conditions:

Conseil Communautaire Samuel de Champlain Inc. sous réserve des modalités et conditions suivantes :

An employee may count as pensionable service any period of continuous full time employment immediately before July 1, 1987 if, within one year after that date, an election is made to pay in respect of that period of service, an amount equal to the amount the employee would have been required to contribute if the employee had been a contributor during that period, together with interest.

Un employé peut compter comme service ouvrant droit à pension toute période de service continu à plein temps effectuée juste avant le 1^{er} juillet 1987 si, dans un délai d'un an après cette date, il choisit de payer pour cette période de service un montant égal à la somme qu'il aurait été tenu de verser durant cette période s'il avait été cotisant, majoré des intérêts.

Elections New Brunswick

Élections Nouveau-Brunswick

Employees of the New Brunswick Bicentennial Commission subject to the following terms and conditions:

Employés de la Commission du bicentenaire du Nouveau-Brunswick, sous réserve des modalités suivantes :

An employee may count as pensionable service any period of continuous full time employment immediately prior to February 1, 1982 if, within one year of that date, an election is made to pay in respect of that period of service, an amount equal to the amount the employee would have been required to contribute had the employee, during that period, been a contributor, together with interest.

Un employé peut compter comme service ouvrant droit à pension toute période de service continu à plein temps effectuée juste avant le 1^{er} février 1982 si, dans un délai d'un an après cette date, il choisit de payer pour cette période de service un montant égal à la somme qu'il aurait été tenu de verser durant cette période s'il avait été cotisant, majoré des intérêts.

| | |
|--|---|
| Energy Efficiency and Conservation Agency of New Brunswick | Agence de l'efficacité et de la conservation énergétiques du Nouveau-Brunswick |
| Financial and Consumer Services Commission, but only with respect to its Chair and persons who are employed or engaged in full-time employment by the Commission in accordance with section 18 of the <i>Financial and Consumer Services Commission Act</i> | Commission des services financiers et des services aux consommateurs, à l'égard seulement de son président et des personnes employées ou engagées à temps plein par la Commission conformément à l'article 18 de la <i>Loi sur la Commission des services financiers et des services aux consommateurs</i> |
| Job Protection Unit | Unité de protection des emplois |
| King's Landing Corporation | Société de Kings Landing |
| Le Centre communautaire Sainte-Anne | Le Centre communautaire Sainte-Anne |
| Maritime Forestry Complex Corporation, but only with respect to persons who are employed in full time employment by the Corporation in accordance with section 6 of the <i>Maritime Forestry Complex Corporation Act</i> , subject to the following terms and conditions: An employee of the Corporation may count as pensionable service any period of continuous full time employment immediately before September 22, 1986 if an election is made to pay, in respect of that period of service, an amount equal to the amount the employee would have been required to contribute if the employee had been a contributor during that period but based on the salary and contribution rate in effect at the date of election. | Société du complexe sylvicole des Maritimes, à l'égard seulement des personnes employées à plein temps par la Société conformément à l'article 6 de la <i>Loi sur la Société du complexe sylvicole des Maritimes</i> , sous réserve des modalités suivantes : Un employé de la Société peut compter comme service ouvrant droit à pension toute période de service continu à plein temps effectuée juste avant le 22 septembre 1986, s'il choisit de payer pour cette période de service un montant égal à la somme qu'il aurait été tenu de verser durant cette période s'il avait été cotisant, basé sur le salaire et le taux de cotisation en vigueur à la date où l'employé fait son choix. |
| Maritime Forest Ranger School. Service with the School from June 1978 shall be counted as pensionable service. | École des gardes-forestiers des Maritimes - Le service effectué à partir du mois de juin 1978 est compté comme service ouvrant droit à pension. |
| New Brunswick Advisory Council on Seniors, but only with respect to persons who are employed or engaged in full-time employment by the Council in accordance with section 13 of the <i>New Brunswick Advisory Council on Seniors Act</i> . | Conseil consultatif des aînés du Nouveau-Brunswick, à l'égard seulement des personnes employées ou engagées à temps plein par le Conseil conformément à l'article 13 de la <i>Loi créant le Conseil consultatif des aînés du Nouveau-Brunswick</i> . |
| New Brunswick Community College (NBCC) | New Brunswick Community College (NBCC) |
| New Brunswick Energy Marketing Corporation | Corporation de commercialisation d'énergie du Nouveau-Brunswick |
| New Brunswick Hospital Association, but only with respect to employees who (a) before September 1, 1992 were members of the Pension Plan for Management Employees of New Brunswick Hospitals, or | Association des hôpitaux du Nouveau-Brunswick, mais seulement en ce qui concerne les employés qui a) avant le 1 ^{er} septembre 1992, étaient membres du régime de pension du personnel cadre des hôpitaux du Nouveau-Brunswick, ou |

(b) on or after September 1, 1992, hold the position of Executive Director or are full-time employees who, in the opinion of Board of Management, hold a position comparable or equivalent to any position covered by the Non-Bargaining Pay Plan, Part III, established by Board of Management

subject to the following terms and conditions:

No employee may count as pensionable service for the purposes of the Act any service before April 1, 1971, except for service counted previously under the Pension Plan for Management Employees of New Brunswick Hospitals.

New Brunswick Housing Corporation

New Brunswick Industrial Relations Council

New Brunswick Industrial Safety Council

New Brunswick Information Service

New Brunswick Insurance Board, but only with respect to the Chairperson, Vice-chairperson and persons who are employed or engaged in full-time employment by the Board

New Brunswick Liquor Corporation

New Brunswick Museum

New Brunswick Police Commission, except members referred to in subsection 18(7) of the *Police Act. Service* with the New Brunswick Police Commission since April 1, 1978, shall be counted as pensionable service.

New Brunswick Power Corporation

New Brunswick Research and Productivity Council

Office of the Clerk of the Legislative Assembly

Office of Government Reform

Office of the Ombudsman

b) à compter du 1^{er} septembre 1992, sont titulaires du poste de directeur exécutif ou sont des employés à plein-temps qui, de l'avis du Conseil de gestion, sont titulaires d'un poste comparable ou équivalent à tout poste couvert par le régime de rémunération des non-syndiqués, Partie III, établi par le Conseil de gestion

sous réserve des conditions suivantes :

Aucun employé ne peut compter comme service ouvrant droit à pension aux fins de la Loi tout service antérieur au 1^{er} avril 1971, sauf en ce qui concerne le service compté antérieurement en vertu du régime de pension du personnel cadre des hôpitaux du Nouveau-Brunswick.

Société d'habitation du Nouveau-Brunswick

Conseil des relations industrielles du Nouveau-Brunswick

Conseil de la sécurité industrielle du Nouveau-Brunswick

Service d'information du Nouveau-Brunswick

Commission des assurances du Nouveau-Brunswick, à l'égard seulement du président et des vice-présidents et des personnes qui sont employées ou engagées à temps plein par la Commission

Société des alcools du Nouveau-Brunswick

Musée du Nouveau-Brunswick

Commission de Police du Nouveau-Brunswick, sauf les membres mentionnés au paragraphe 18(7) de la *Loi sur la Police*. Le service effectué au sein de la Commission de Police du Nouveau-Brunswick à partir du 1^{er} avril 1978 est compté comme service ouvrant droit à pension.

Société d'énergie du Nouveau-Brunswick

Conseil de la recherche et de la productivité du Nouveau-Brunswick

Bureau du greffier de l'Assemblée législative

Cabinet de la réforme gouvernementale

Bureau de l'Ombudsman

Office of the Provincial Director of Legal Aid

Bureau du directeur provincial de l'aide juridique

Premier's Council on the Status of Disabled Persons, but only with respect to persons who are employed or engaged in full-time employment by the Council in accordance with section 9 of the *Premier's Council on the Status of Disabled Persons Act*

Conseil du Premier ministre sur la condition des personnes handicapées, à l'égard seulement des personnes employées ou engagées à temps plein par le Conseil conformément à l'article 9 de la *Loi créant le Conseil du Premier ministre sur la condition des personnes handicapées*.

Public Service Labour Relations Board

Commission des relations de travail dans les services publics

Regional Development Corporation

Société de développement régional

Regional Laboratories in Fredericton, Moncton, Saint John, Bathurst, Edmundston and Campbellton, but only with respect to employees who, prior to July 1, 1980, were employed within the Department of Health and who have, by December 31, 1980, not elected to become contributors under a pension plan of a hospital listed in Part III of the First Schedule of the *Public Service Labour Relations Act*.

Laboratoires régionaux à Fredericton, Moncton, Saint-Jean, Bathurst, Edmundston et Campbellton, à l'égard seulement des employés qui, avant le 1^{er} juillet 1980, étaient employés du ministère de la Santé et qui n'ont pas, au 31 décembre 1980, choisi de devenir cotisant en vertu d'un régime de pensions d'un hôpital figurant dans la Partie III de la première annexe de la *Loi relative aux relations de travail dans les services publics*.

Restigouche Hospital Center, but only with respect to employees who, before April 1, 1993, were employed by Restigouche Hospital Center Inc. and who, before October 1, 1993, have not elected to become contributors under a pension plan for a hospital corporation listed in Part III of the First Schedule of the *Public Service Labour Relations Act*.

Centre hospitalier Restigouche, mais seulement relativement aux employés qui, avant le 1^{er} avril 1993, étaient employés par le Centre hospitalier Restigouche Inc. et qui, avant le 1^{er} octobre 1993, n'ont pas choisi de devenir cotisants d'un régime de pension d'une corporation hospitalière qui figure à la Partie III de la première annexe de la *Loi relative aux relations de travail dans les services publics*.

Secretary to the Leader of the Opposition

Secrétaire du chef de l'Opposition

Special Heritage Projects

Projets spéciaux de sauvegarde du patrimoine

University of New Brunswick

Université du Nouveau-Brunswick

Workplace Health, Safety and Compensation Commission

Commission de la santé, de la sécurité et de l'indemnisation des accidents au travail

85-8; 86-116; 87-40; 87-78; 91-10; 1992, c.18, s.8; 92-153; 93-24; 93-96; 93-190; 96-66; 96-91; 1997, c.49, s.23; 1998, c.7, s.10; 99-63; 2000, c.51, s.10; 2002, c.1, s.20; 2003, c.E-4.6, s.174; 2003, c.N-3.03, s.17; 2003, c.N-3.06, s.17; 2004-64; 2004-109; 2004-128; 2005-22; 2006-17; 2009-164; 2010-87; 2012-65; 2012-74; 2013, c.7, s.165; 2013, c.31, s.32

85-8; 86-116; 87-40; 87-78; 91-10; 1992, c.18, art.8; 92-153; 93-24; 93-96; 93-190; 96-66; 96-91; 1997, c.49, art.23; 1998, c.7, art.10; 99-63; 2000, c.51, art.10; 2002, c.1, art.20; 2003, c.E-4.6, art.174; 2003, c.N-3.03, art.17; 2003, c.N-3.06, art.17; 2004-64; 2004-109; 2004-128; 2005-22; 2006-17; 2009-164; 2010-87; 2012-65; 2012-74; 2013, c.7, art.165; 2013, c.31, art.32

SCHEDULE B**ANNEXE B**

| | |
|---|---|
| Board of Commissioners of Public Utilities | Commission des entreprises de service public |
| Collège communautaire du Nouveau-Brunswick (CCNB) | Collège communautaire du Nouveau-Brunswick (CCNB) |
| Elections New Brunswick | Élections Nouveau-Brunswick |
| Energy Efficiency and Conservation Agency of New Brunswick | Agence de l'efficacité et de la conservation énergétiques du Nouveau-Brunswick |
| Financial and Consumer Services Commission | Commission des services financiers et des services aux consommateurs |
| Invest New Brunswick | Investir Nouveau-Brunswick |
| New Brunswick Community College (NBCC) | New Brunswick Community College (NBCC) |
| New Brunswick Housing Corporation | Agence des services internes du Nouveau-Brunswick |
| New Brunswick Insurance Board | Société d'habitation du Nouveau-Brunswick |
| New Brunswick Internal Services Agency | Commission des assurances du Nouveau-Brunswick |
| New Brunswick Power Corporation | Société d'énergie du Nouveau-Brunswick |
| New Brunswick Research and Productivity Council | Conseil de la recherche et de la productivité du Nouveau-Brunswick |
| Office of the Auditor General | Bureau du vérificateur général |
| Office of the Child and Youth Advocate | Bureau du défenseur des enfants et de la jeunesse |
| Office of the Clerk of the Legislative Assembly | Bureau du greffier de l'Assemblée législative |
| Office of the Consumer Advocate for Insurance for New Brunswick | Bureau du défenseur des consommateurs en matière d'assurances du Nouveau-Brunswick |
| Regional Development Corporation | Société de développement régional |
| Service New Brunswick | Services Nouveau-Brunswick |
| Workplace Health, Safety and Compensation Commission | Commission de la santé, de la sécurité et de l'indemnisation des accidents au travail |
| 91-10; 92-153; 99-63; 2000, c.51, s.10; 2004-64; 2005-21; 2005-22; 2005-136; 2006-17; 2006-78; 2007-32; 2010-71; 2010-73; 2010-87; 2011-41; 2012-65; 2013, c.31, s.32 | 91-10; 92-153; 99-63; 2000, c.51, art.10; 2004-64; 2005-21; 2005-22; 2005-136; 2006-17; 2006-78; 2007-32; 2010-71; 2010-73; 2010-87; 2011-41; 2012-65; 2013, c.31, s.32 |

SCHEDULE C

- 1** Alberta:
- (a) *Local Authorities Pension Act* and any superseding legislation
- (b) *Public Service Management Pension Act* and any superseding legislation
- (c) *Public Service Pension Act* and any superseding legislation
- (d) *Universities Academic Pension Act* and any superseding legislation
- 2** British Columbia:
- (a) *Public Service Superannuation Act* and any superseding legislation
- 3** Manitoba:
- (a) *The Civil Service Superannuation Act* and any superseding legislation
- (b) *The Teachers' Pension Act* and any superseding legislation
- 4** Newfoundland:
- (a) *Memorial University (Pensions) Act* and any superseding legislation
- (b) *Public Service (Pensions) Act* and any superseding legislation
- 5** Nova Scotia:
- (a) *Public Service Superannuation Act* and any superseding legislation
- 6** Ontario:
- (a) *Ministry of Colleges and Universities Act* and any superseding legislation
- (b) *Public Service Superannuation Act* and any superseding legislation
- (c) Regulation 165/73 under the *Power Corporation Act* and any superseding regulations
- 7** Prince Edward Island:

ANNEXE C

- 1** Alberta :
- a) *Local Authorities Pension Act* et toute législation qui la remplace
- b) *Public Service Management Pension Act* et toute législation qui la remplace
- c) *Public Service Pension Act* et toute législation qui la remplace
- d) *Universities Academic Pension Act* et toute législation qui la remplace
- 2** Colombie-Britannique :
- a) *Public Service Superannuation Act* et toute législation qui la remplace
- 3** Manitoba :
- a) *Loi sur la pension de la fonction publique* et toute législation qui la remplace
- b) *Loi sur la pension de retraite des enseignants* et toute législation qui la remplace
- 4** Terre-Neuve :
- a) *Memorial University (Pensions) Act* et toute législation qui la remplace
- b) *Public Service (Pensions) Act* et toute législation qui la remplace
- 5** Nouvelle-Écosse :
- a) *Public Service Superannuation Act* et toute législation qui la remplace
- 6** Ontario :
- a) *Ministry of Colleges and Universities Act* et toute législation qui la remplace
- b) *Public Service Superannuation Act* et toute législation qui la remplace
- c) Règlement 165/73 établi en vertu de *Power Corporation Act* et tous règlements qui le remplacent
- 7** Île-du-Prince-Édouard :

(a) *Civil Service Superannuation Act* and any superseding legislation

a) *Civil Service Superannuation Act* et toute législation qui la remplace

(b) *Teachers' Pension Act* and any superseding legislation

b) *Teachers' Pension Act* et toute législation qui la remplace

8 Quebec:

8 Québec :

(a) *An Act Respecting the Government and Public Employees Retirement Plan* and any superseding legislation

a) *Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics* et toute législation qui la remplace

9 Saskatchewan:

9 Saskatchewan :

(a) *Power Corporation Superannuation Act* and any superseding legislation

a) *Power Corporation Superannuation Act* et toute législation qui la remplace

(b) *Public Service Superannuation Act* and any superseding legislation

b) *Public Service Superannuation Act* et toute législation qui la remplace

(c) *Superannuation (Supplementary Provisions) Act* and any superseding legislation

c) *Superannuation (Supplementary Provisions) Act* et toute législation qui la remplace

96-91

96-91

N.B. This Regulation is consolidated to January 1, 2014.

N.B. Le présent règlement est refondu au 1^{er} janvier 2014.